

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ÉTAT EN
CHARGE DE LA GESTION DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT
REGIONAL POUR LA PERIODE 2014-2020**

Entre nous :

M..., représentant de l'Etat dans la région de... , agissant au nom de l'Etat, d'une part,

M..., président du conseil régional / autorité compétente du GIP d'autre part,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le décret n°...du ... relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020, pris en application de l'article 78 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu le décret n° ... du ... portant approbation de la convention type prévue par le II de l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

Vu la délibération du conseil régional de .../ de l'organe délibérant du GIP du... ;

Vu la demande du président du conseil régional [organe compétent du GIP] en date du...;

Vu l'avis du comité technique [*paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014*] de [service de l'Etat] en date du ...;

Vu l'avis du comité technique [*paritaire, jusqu'au 31 décembre 2014*] de la région en date du ... ;

Considérant le transfert à la région [ou au GIP] de la gestion du **Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour la période 2014-2020, en qualité d'autorité de gestion**, en application du I de l'article 78 de la loi du 27 janvier susvisée ;

Considérant l'attente de la publication [du ou des décrets de transfert de services ou parties de services prévus au IV de l'article 81 / du ou des arrêtés préfectoraux de transferts de services ou parties de services prévus au deuxième alinéa de l'article 83 en cas de transfert par étapes] de la loi du 27 janvier 2014 susvisée ;

[Considérant que la convention peut adapter les clauses de la convention type en fonction de situations particulières]

Pour la préparation et l'exécution des délibérations de la région [ou du GIP] et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine susvisé ;

Article 1^{er}

Le président du conseil régional [ou l'organe compétent du GIP] dispose, en tant que de besoin, des services ou parties de services de [SGAR, préfecture, etc.], chargés de la gestion des programmes européens financés au titre du **FEDER**. Ces services ou parties de services sont, conformément à l'article 81 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, mis à sa disposition à titre gratuit et placés sous son autorité dans les conditions définies par la présente convention.

Article 2

Il est constaté que participent à l'exercice de l'autorité de gestion du **FEDER** au sein de [SGAR, préfecture, etc.], à la date du 31 décembre 2013, ... emplois en équivalent temps, plein, dont ... agents, répartis comme indiqué dans le tableau figurant en annexe à la présente convention.

Article 3

- ... agents sont mis à disposition [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] à compter du ...[ou de la date de signature de la présente convention].
- ... agents sont mis à disposition [donner le même niveau de précision que dans le tableau figurant en annexe] à compter du ...

[Le cas échéant, rajouter des étapes supplémentaires]

[OU : les autres agents sont mis à disposition selon un calendrier qui sera fixé d'ici le ...par avenant à la présente convention.]

Article 4

En raison de la spécificité du rôle de l'animateur PRESAGE [SYNERGIE] tant au titre des nouveaux programmes opérationnels 2014-2020 que pour la clôture du programme 2007-2013, cet agent partagera l'exercice de ses missions dans des conditions définies par sa convention individuelle de mise à disposition.

[Cet article peut prévoir que d'autres agents feront l'objet d'une mise à disposition avec un partage des missions]

Article 5

Une évaluation conjointe de la mise en œuvre de la présente convention sera réalisée dans un délai de X mois à compter de sa signature.

Article 6

Pour l'application de l'article 80 de la loi du 27 janvier 2014 susvisée, l'état des emplois pourvus au 31 décembre 2012 qui participaient à l'exercice de l'autorité de gestion du FEDER au sein de [SGAR, préfecture, etc.] figure dans le tableau annexé à la présente convention.

Fait à ..., le ...

Le préfet

Le président du conseil régional / l'autorité compétente du GIP